

# Radicalismes et vivre-ensemble :

## une école unie et engagée, sans panique ni renoncement

La parution récente du livre « *Allah n'a rien à faire dans ma classe* » de L. D'Hondt et J.-P. Martin a suscité un large débat, révélant des tensions réelles qui traversent nos établissements scolaires. Si le titre peut paraître provocateur, le cœur du propos soulève une question qui mérite une réponse équilibrée : comment faire de l'école un espace où instruction, liberté d'expression et vivre-ensemble se renforcent mutuellement face aux tentatives d'instrumentalisation idéologique ?

Les auteurs dressent un tableau sombre de professeurs isolés, parfois découragés, face aux manifestations d'un islamisme radical qui s'oppose à la liberté de conscience et à l'esprit critique. Ils témoignent également d'une crainte bien réelle chez nombre d'enseignants : celle de se censurer, d'éviter certains sujets brûlants comme la théorie de l'évolution, l'histoire des religions ou l'égalité homme-femme pour ne pas déclencher d'incidents en classe. Face à cette réalité, nous devons prendre de la hauteur, sans complaisance ni fantasme.

Les professeurs doivent tenir une posture équilibrée : écouter leurs élèves, comprendre ce qui se joue derrière certaines revendications ou oppositions, mais aussi réagir fermement lorsque l'inacceptable est franchi. Là où certains voient un conflit insurmontable, il y a parfois un besoin d'identité, de spiritualité ou d'absolu propre à l'adolescence. Cela ne minimise pas le problème, mais rappelle que la réponse éducative doit être adaptée. L'adolescence est une période de recherche où la provocation devient une posture.

Mais réagir seul ne suffit pas. Il faut que les enseignants puissent compter sur un soutien réel et solide : des directions attentives, des équipes éducatives soudées et des outils concrets pour gérer des situations difficiles. L'école ne doit pas devenir un lieu de renoncement où, par peur ou par lassitude, on évite d'aborder des sujets qui dérangent. Mais pour cela, les enseignants doivent

se sentir épaulés et non isolés. Une communauté éducative unie est la première ligne de défense face aux pressions extérieures. Dans les écoles à indice socio-économique élevé comme dans des quartiers plus défavorisés, la réalité du problème existe, parfois en germe, parfois installée. La ministre Valérie Glatigny, en proposant un modèle inspiré des pratiques françaises, voudrait apporter des solutions structurelles : référents police, rapports annuels, équipes mobiles d'intervention. Encore faut-il que ces dispositifs soient bien connus et véritablement appliqués.

La montée des radicalismes souligne également l'importance de disciplines comme les sciences des religions et les sciences théologiques, et le recours aux ressources ainsi qu'aux acteurs de ces disciplines. Trop souvent, ces matières sont mal comprises, perçues comme des outils de prosélytisme alors qu'elles offrent des clés pour comprendre le religieux, ses formes historiques et ses évolutions contemporaines. Un professeur bien formé, sûr de ses connaissances, pourra aborder des sujets sensibles avec assurance et sans crainte d'être déstabilisé.

Enfin, restons vigilants face aux raccourcis faciles : si l'islamisme radical est une menace, il ne saurait justifier un rejet global de l'islam. De même, les accusations d'islamophobie ne doivent pas paralyser un débat nécessaire sur les valeurs fondamentales de l'école : esprit critique, liberté de conscience, égalité... qui restent non négociables.

L'école a besoin d'une réponse collective : soutien des enseignants, formation continue, dialogue avec les familles et les pouvoirs publics. Il faut agir pour préserver ce que l'école doit être : un lieu d'instruction, d'émancipation et de construction commune. Ni inaction, ni panique : c'est par la lucidité, la solidarité et la confiance en notre mission que nous surmonterons ces défis. ■



**Thomas Remy**

Professeur de religion catholique

Assistant et chercheur doctorant en théologie systématique (UCLouvain)